

déclarait qu'il fallait résister à toute nation qui cherchait à dominer le monde "par la force", le premier ministre répondit:

J'ai voulu dire exactement ce que j'ai dit. La déclaration de M. Chamberlain est publique et tous peuvent la lire.

C'est ce que rapporte le *Globe and Mail* de Toronto. Je n'avais fait jusque-là aucune déclaration, mais j'en fis une le lendemain, 28 septembre, et je tiens à en donner lecture, vu qu'elle n'a paru que dans les journaux.

Pendant que se déroulaient en Europe les graves événements que l'on sait, certains ont exprimé l'opinion qu'il m'incombait, à titre de chef du parti national conservateur, de faire connaître mon attitude à cet égard. Si je me suis abstenu de le faire jusqu'ici, c'est que j'ai estimé que seul le premier ministre du Canada peut parler au nom du pays avec quelque autorité, étant donné qu'il est le chef d'un gouvernement qui jouit d'une énorme majorité. Aucune de mes paroles n'aurait pu aider le premier ministre ou l'Empire.

A une époque comme celle où nous vivons, la tâche de gouverner un pays comme le nôtre offre de sérieuses difficultés que je n'ai pas l'intention d'aggraver simplement parce que je pourrais en retirer quelque avantage de basse politique. Ayant parcouru un grand nombre de journaux, j'ai remarqué qu'en Angleterre, durant cette crise, aucun chef politique ou autre homme public en vue (à l'exception de quelques communistes) n'avait refusé sa coopération au premier ministre de la Grande-Bretagne, et que, bien qu'il y en ait sûrement qui n'approuvent pas toutes les mesures prises par M. Chamberlain, tous se sont abstenus, par patriotisme, de le critiquer publiquement.

Je dois ajouter qu'il n'y a pas eu de critiques en Angleterre jusqu'à ce moment-là. Une fois la crise passée, il fut largement critiqué. J'ajoutai:

Ils s'appuient mutuellement et évitent autant que possible les différends politiques ou autres. C'est là, à mon sens, une ligne de conduite excellente et je ne pourrais mieux faire que de suivre l'exemple que nous donnent les gens de la Grande-Bretagne. Voilà ce que je conçois être de mon devoir en ce moment. . . étant donné que le gouvernement canadien ne m'a pas appelé en consultation et que je ne possède pas d'autres renseignements que ceux que nous fournissent les journaux et la radio.

Le Gouvernement a sans doute en mains certains détails qu'il nous est impossible de nous procurer. Je dirais même, qu'en dehors des membres du Gouvernement, personne au Canada n'est en mesure de connaître tous les détails relatifs à la position de la Grande-Bretagne.

Dans son communiqué au journaux d'hier soir, M. King a déclaré que le gouvernement canadien "appuie sans réserve la déclaration que le premier ministre Chamberlain a fait au monde aujourd'hui."

Je suis parfaitement d'accord avec lui sur ce point. Je tiens à assurer M. King que le parti national conservateur et son chef sont prêts à coopérer pleinement avec le Gouvernement dans l'adoption de toutes mesures en vue d'appuyer M. Chamberlain.

Voilà la déclaration que j'ai faite à l'époque. Durant la crise de mars, il y a à peine

quelques semaines, alors que le premier ministre s'est abstenu de faire une déclaration, j'ai été instamment prié par les membres de mon propre parti et des gens de différentes régions du pays de formuler mes idées à cet égard. L'Allemagne s'empara de la Tchécoslovaquie le mercredi ou le jeudi soir, je crois. Le samedi et le dimanche suivants, soit le 18 et le 19 mars, je m'attendais—et je fais cette déclaration en toute franchise—que le premier ministre allait convoquer les chefs de tous les partis. Le dimanche soir, vu qu'il ne l'avait pas encore fait, je communiquai une déclaration que j'ai l'intention de lire dans quelques instants. Elle n'est pas très longue. Je regrette d'être obligé de faire autant de lecture, mais je ne voudrais omettre aucun des faits. Cette déclaration du dimanche soir, 19 mars, était la suivante:

En ma qualité de chef du parti national conservateur, j'ai été instamment prié d'exprimer mes vues sur la présente situation mondiale.

Dans un temps semblable, notre unique désir devrait être de servir notre pays de manière à favoriser l'unité de pensée et d'action de tout notre peuple canadien, et je n'ai aucunement l'intention d'aggraver les difficultés qu'éprouve le Gouvernement ou de l'embarasser de quelque façon que ce soit. La situation actuelle est beaucoup trop grave pour qu'on en fasse l'occasion de manœuvres politiques. Je veux qu'il soit bien compris également que seul le premier ministre est autorisé à parler au nom du Canada, étant donné que je ne possède aucune information confidentielle.

La situation internationale me paraît plus critique actuellement qu'en juin 1914, du fait que, maintenant, un dictateur sans scrupule et à tendances militaristes veut s'assurer l'hégémonie du monde, menaçant de la sorte les libertés démocratiques qui constituent une partie intégrante de notre existence même.

La conquête sans motif et sans provocation de la Tchécoslovaquie par Hitler, et sa randonnée triomphale à travers ce vaillant petit pays ont scandalisé toutes les nations amies de la paix. Chacun se demande: et après? Tous se rendent compte, non seulement qu'aucun pays européen n'est à l'abri des entreprises de cet homme apparemment enivré de sa propre puissance et du désir effréné des conquêtes, mais aussi que, au cas où se poursuivrait sa marche conquérante, les pays éloignés de l'Europe verraient menacer leur existence nationale. Si le führer parvenait à la dictature absolue de l'Europe, but qu'il paraît viser, il pourrait fort bien jeter des regards de convoitise sur notre continent exposé aux attaques par suite des progrès de la science.

Ainsi que le disait M. Chamberlain dans son discours de Birmingham, la parole d'Hitler ne mérite plus aucune créance et tout citoyen du monde ami de l'ordre reste stupéfait de son honteux dédain, non seulement des promesses qu'il formulait lui-même à Munich, mais des droits des autres nations.

Avec l'approbation du président des Etats-Unis, le sous-secrétaire d'Etat, M. Sumner Welles, affirme, dans un communiqué, que "la gratuite violation du droit des gens commise par Hitler et son recours à la force arbitraire menacent la paix du monde et la structure même de notre civilisation".

Comme M. Chamberlain, j'aime ardemment la paix. Mais, à mon sens, le moyen le plus sûr